

« Il faut donner au secteur privé toute sa place, lui laisser davantage la parole. »
PIERRE MOSCOVICI, MINISTRE DES FINANCES.

Pierre Moscovici analyse les politiques du FMI et de la Banque mondiale qui ont défilé les services publics dans la plupart des pays africains.

10000

C'est le nombre de militaires français déployés sur le continent africain.

3

Le président français et ses ministres jurent la main sur le cœur que « la Françafrique, c'est fini »... Sarkozy l'avait déjà dit.



Le Niger renégocie ses contrats avec le Français Areva

L'exploitation de l'uranium est plus avantageuse pour le géant nucléaire que pour le pays, l'un des plus pauvres du monde.

Il y a d'un côté les déclarations d'intention, de l'autre, le comportement réel. Par la voix de Pascal Canfin, ministre du Développement, le gouvernement français avait fait savoir que la France devait se montrer « exemplaire » dans les négociations des nouveaux contrats d'Areva (leader de l'énergie nucléaire dont l'État français est actionnaire à 80 %) avec le Niger. Le contrat actuel se termine le 31 décembre.

Pourtant, selon l'ONG Oxfam, « il est extrêmement difficile d'obtenir des informations sur les chiffres de l'exploitation de l'uranium et... sur les impôts que paient les filiales d'Areva au Niger ».

Oxfam dénonce un régime fiscal plus qu'accommodant pour la multinationale qui exploite depuis plus de cinquante ans l'uranium nigérien. Selon elles, « les deux filiales d'Areva au Niger, la Somair et la Cominak, bénéficient en effet de

nombreux avantages fiscaux : exemptions sur les droits de douane, exonérations de TVA ou encore une exonération sur les taxes sur les carburants, qu'elles utilisent pourtant en grande quantité. Une "provision pour reconstitution de gisement" leur permet également de mettre de côté 20 % de leurs bénéfices, qui échappent ainsi à l'impôt sur les sociétés ». De son côté, Areva affirme que « plus de 80 % des revenus (taxes et dividendes) générés par les mines (...) sont revenus à l'État du Niger contre moins de 20 % pour Areva et les autres partenaires ». Reste que si le Niger souhaite renégocier les contrats c'est sans doute parce qu'il estime ne pas percevoir ce qu'il devrait de cette exploitation. En France une ampoule sur trois est éclairée grâce à l'uranium nigérien. Au Niger seule une personne sur dix a accès à l'électricité!

P. B.

POINT DE VUE



« Un paternalisme d'un autre âge »

DEMBA MOUSSA DEMBÉLÉ,
ÉCONOMISTE, DIRECTEUR DU FORUM
AFRICAIN DES ALTERNATIVES.

« Sur le principe, ce n'est pas à Paris que devrait se discuter la sécurité de l'Afrique, mais bien sur le continent. Il est regrettable que des présidents africains, dont la plupart sont des obligés de la France, se prêtent à ce jeu. Il sera beaucoup question de terrorisme dans ce sommet. Pour tenter d'enrôler les pays africains dans la lutte que mènent les pays occidentaux contre le terrorisme et les convaincre d'y consacrer des ressources, au détriment de la lutte pour le développement. La France est engluée dans une crise multiforme. Les expéditions militaires lui offrent aussi l'occasion de faire tourner son industrie de l'armement. Sur le plan géostratégique, Paris veut réaffirmer son emprise sur ses ex-colonies, mettre la main sur certaines ressources, pour tenter de se dégager une issue à la crise. Sur ce terrain, les socialistes français se comportent comme leurs prédécesseurs de droite. Ce sont les intérêts de l'impérialisme français qui comptent. Il s'agit de défendre les positions des entreprises françaises sur le continent africain, de pérenniser, à travers le franc CFA, la tutelle économique sur les anciennes colonies. A contrario, il faudrait respecter les Africains. Ce sont eux qui devraient choisir leurs propres voies de développement. Il est temps de considérer les pays africains comme des pays majeurs, capables de formuler leurs propres politiques de sécurité et de développement. Si la France veut apporter son appui, sur la base des priorités définies par les Africains eux-mêmes, si elle veut entrer dans une nouvelle relation avec l'Afrique, elle est la bienvenue. Mais il faut en finir avec le paternalisme d'un autre âge qui domine aujourd'hui. »

PROPOS RECUEILLIS PAR R. M.

autant qu'économiques. Tout est résumé par cette phrase de Moscovici: « L'une des conclusions de ce rapport, c'est qu'il faut donner au secteur privé toute sa place, lui laisser davantage la parole. » Une façon de justifier la poursuite de politiques d'ajustement structurel qui depuis des décennies, sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale, brisent les services publics, seuls points d'appui pour des politiques de développement au service des populations. Dans tous les domaines, l'état de la dépendance économique se resserre à mesure que le sec-

teur privé, représenté par des multinationales occidentales, étend ses tentacules dans tous les domaines.

Les Africains ne veulent pas voir ces entreprises privées, sur lesquelles ils n'ont aucune prise, jouer le rôle de chevaux de Troie d'une colonisation au XXI^e siècle. L'argent public français ne saurait servir à instaurer une tutelle militaire sur le continent africain, au profit de compagnies privées alors que les responsables politiques ne seraient que de simples VRP.

PIERRE BARBANCEY ET
ROSA MOUSSAOUI

UN RASSEMBLEMENT POUR DÉNONCER LA FRANÇAIFRIQUE

Une quinzaine d'organisations (dont Survie, Attac, l'Afaspa, l'Union syndicale Solidaires, le PCF, Sortir du colonialisme) appellent à un rassemblement ce soir, à 18 heures, place de la République, à Paris, pour « faire contrepoids » au sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique. Les organisateurs demandent « la fin du soutien diplomatique, économique, militaire, policier et des ventes d'armes aux régimes répressifs » ainsi que « la fermeture des bases militaires françaises en Afrique ». Dans une pétition, ces organisations affirment que « les interventions militaires en Afrique menées par la France » vont « toujours avec des motivations ambiguës, liées à ses intérêts ». « Ce sommet à l'initiative d'une ex-puissance coloniale et en présence de dictateurs renforce la Françafrique et ruine tout espoir de paix et de sécurité pour les populations africaines », concluent les signataires.